

Appréciation portée sur la conjoncture par les délégués aux relations avec l'économie régionale

Résumé du rapport destiné à la Direction générale de la Banque nationale suisse pour l'examen trimestriel de la situation de juin 2009

Les délégués de la Banque nationale suisse aux relations avec l'économie régionale sont en contact permanent avec de nombreuses entreprises des divers secteurs et branches de l'économie. Leurs rapports, qui reflètent une appréciation subjective des entreprises, constituent une source supplémentaire d'informations pour porter un jugement sur la situation économique. Les principaux résultats tirés des entretiens sur la situation actuelle et future de l'économie, entretiens qui ont été menés durant les mois d'avril et de mai 2009, sont résumés ci-après.

Résumé

Les entretiens que les délégués aux relations avec l'économie régionale ont menés en avril et en mai 2009 avec quelque 180 représentants de divers secteurs et branches de l'économie ont donné l'image d'une nouvelle détérioration de la situation économique. Plusieurs signes indiquent, certes, un ralentissement de la tendance baissière dans l'industrie d'exportation, mais seules quelques rares entreprises ont fait état d'une stabilisation, voire d'une amélioration de la marche des affaires.

La crise, qui dans un premier temps avait principalement touché les exportations et le secteur financier, a manifestement affecté l'économie intérieure ces derniers mois. Les différences restent toutefois importantes: la marche des affaires des sociétés exportatrices est indéniablement plus mauvaise que celle des entreprises axées sur le marché intérieur. Au niveau des branches, l'industrie des biens d'équipement a enregistré le plus fort

recul, tandis que, dans l'ensemble, la construction et le commerce de détail se portent plutôt bien, même si ces branches ont nettement perdu de leur vigueur.

En raison de la crise, la majorité des entreprises ont pris de vastes mesures de réduction des coûts. De nombreux projets d'investissement ont été gelés et beaucoup de sociétés, notamment dans l'industrie, ont eu recours au chômage partiel. Cette situation reflète également des perspectives qui, de l'avis de la plupart des interlocuteurs, sont plutôt sombres. Seuls quelques-uns tablent sur une amélioration au second semestre et les attentes pour 2010 sont encore très incertaines. Compte tenu de la récession sur le plan mondial, l'évolution des cours de change ces derniers trimestres a inquiété nombre d'interlocuteurs. C'est pourquoi les représentants de l'industrie d'exportation, en particulier, ont salué le fait que la Banque nationale annonce vouloir empêcher une nouvelle revalorisation du franc face à l'euro.

1 Production

Industrie

Si le taux d'utilisation des capacités de production était à son maximum dans les entreprises industrielles il y a encore un an, ce n'est de loin plus le cas aujourd'hui. Les entrées et les carnets de commandes ont enregistré un net recul et la production a été réduite. De plus, la faiblesse de la demande s'est encore propagée au cours des derniers mois, entraînant dans la crise des entreprises qui semblaient moins exposées de par leur position sur le marché et la structure de leur production et qui, jusqu'à présent, avaient pu échapper aux turbulences.

Les entreprises exportatrices ont été les plus durement frappées par la récession. Leurs carnets de commandes sont parfois à un niveau nettement inférieur à celui du trimestre correspondant de 2008. Ce repli est très net dans l'industrie des biens d'équipement. L'alimentation et l'industrie pharmaceutique ont été les plus stables, ce qui est peu surprenant. Seules quelques niches ont connu une évolution positive, notamment les entreprises opérant dans le secteur des énergies renouvelables.

La récession a touché de plein fouet de nombreux fournisseurs. Lors de la phase de haute conjoncture, ils avaient bénéficié de l'externalisation d'une partie de la chaîne de création de valeur par les grandes entreprises. La crise a cependant provoqué un renversement partiel de la situation, ces entreprises réalisant désormais de nouvelles elles-mêmes ces travaux afin d'occuper leurs salariés. Beaucoup de fournisseurs ont enregistré un nouveau recul des entrées de commandes ces derniers mois, car nombre de leurs principaux clients à l'étranger ont fortement réduit leurs stocks.

Plusieurs interlocuteurs de l'industrie ont indiqué que le fléchissement des commandes s'était récemment stabilisé, mais ils doutent encore pour la plupart qu'un retournement de tendance soit imminent.

Services

Les interlocuteurs des branches axées sur les services aux consommateurs ont exprimé des avis partagés sur la marche des affaires. Dans le commerce de détail, les ventes de denrées alimentaires et d'autres biens d'usage quotidien étaient jusqu'ici

majoritairement supérieures à leur niveau du trimestre correspondant de 2008. L'habillement, l'électronique de divertissement et les biens de consommation durables ont en revanche affiché des résultats plus faibles. Les articles de luxe ont subi un net repli: d'une manière générale, les consommateurs semblent remplacer les articles chers par des produits meilleur marché. Depuis Pâques, d'autres signes indiquent aussi que la demande a nettement perdu de sa vigueur. Les détaillants avaient depuis longtemps prévu que la montée du chômage pèserait sur le climat de consommation.

Dans l'hôtellerie, le nombre de nuitées a baissé ces derniers mois, le recul étant plus marqué chez les hôtes étrangers que chez les touristes suisses. Cette diminution a été particulièrement sensible au niveau de la clientèle commerciale et des hôtes venant de nouveaux marchés comme la Russie. Les dépenses par hôte semblent également en recul. La plupart des interlocuteurs s'attendent à une nouvelle diminution du nombre de touristes pour la saison estivale, mais pas à un véritable effondrement. Il est toutefois difficile d'évaluer la situation, car en période de récession, les réservations tendent à être effectuées moins longtemps à l'avance qu'en temps normal.

Les interlocuteurs des sociétés de services aux entreprises sont nettement plus affectés par la crise que les détaillants et la majorité des restaurateurs et hôteliers. Dans le secteur des transports et de la logistique, la demande a reculé de manière significative et demeure faible. La publicité et les activités de conseil sont elles aussi durement touchées. Le niveau des commandes dans le domaine des technologies de l'information semble en revanche relativement soutenu. La branche souffre certes de la crise, mais plusieurs interlocuteurs ont indiqué qu'ils n'avaient senti aucun fléchissement.

La plupart des représentants des banques se sont montrés satisfaits du volume des opérations d'intérêts, mais déplorent une érosion des marges. Les opérations de commission sont toujours à un niveau inférieur à celui du trimestre correspondant de 2008. Bien que le redressement persistant observé depuis la mi-mars sur les places boursières s'accompagne d'un retour à l'optimisme, la confiance des investisseurs reste faible, selon plusieurs gérants de fortune.

Construction et immobilier

Le secteur de la construction continue de se montrer étonnamment robuste. Certes, l'activité s'est révélée inférieure aux attentes au premier trimestre en raison des intempéries et la demande de surfaces commerciales est en net recul, mais la majorité des interlocuteurs ont évoqué une marche des affaires toujours bonne dans le génie civil. Par ailleurs, la demande reste élevée dans la construction de logements grâce aux projets de nouvelles constructions et aux mandats de rénovation de maisons individuelles.

Les interlocuteurs du secteur de la construction s'attendent à un fléchissement de la demande dans les trimestres à venir, mais pas à un effondrement. La demande dans la construction de logements est soutenue non seulement par les faibles taux hypothécaires, mais également par la croissance démographique. De plus, en raison des grandes incertitudes qui règnent sur les marchés des actions, les biens immobiliers sont devenus des placements plus intéressants pour les caisses de pensions et les investisseurs privés. Les programmes conjoncturels décidés par la Confédération et par plusieurs cantons dopent aussi la demande dans la construction. Encouragés par les bons exercices des dernières années, même les cantons qui n'ont pas adopté de plan de relance augmentent leurs dépenses de construction par rapport à l'année dernière.

2 Marché du travail

De nombreuses entreprises, en particulier dans le secteur industriel, ont réagi à la faiblesse de la demande en introduisant le chômage partiel. De l'avis des interlocuteurs, cette solution a pour principal avantage de permettre une baisse des coûts sans perte de main-d'œuvre. De plus, il est moins démotivant pour les collaborateurs que des licenciements.

La plupart des interlocuteurs s'attendent à une hausse du chômage ces prochains mois. De nombreuses entreprises essaieront encore de réduire leurs effectifs en profitant des fluctuations naturelles, et le chômage partiel devrait déboucher de plus en plus sur des licenciements si les perspectives de reprise économique ne se confirment pas.

3 Conditions de crédit

Pour la plupart des interlocuteurs, la baisse du volume des crédits tient principalement à la demande: on investit moins et les investissements réalisés sont autofinancés dans de nombreux cas.

Presque tous les interlocuteurs précisent que les conditions de financement sont restées inchangées. Beaucoup s'attendent néanmoins à un prochain durcissement en raison de la nette dégradation des chiffres repères. On évoque également ici et là une situation plus difficile pour les gros crédits.

De nombreux représentants d'entreprise déclarent être plus attentifs à la gestion des liquidités et s'efforcer de conserver un niveau de liquidités suffisant. Les banques et les conseillers d'entreprise affirment pour leur part qu'un nombre croissant de sociétés connaissent des difficultés et ils s'attendent à une hausse des défaillances de crédit.

4 Prix, marges et situation bénéficiaire

La majorité des interlocuteurs ont évoqué l'intensification de la concurrence et une sous-utilisation croissante des capacités. Nombreuses sont les entreprises qui subissent une forte pression sur les prix. Pour contrecarrer la pression exercée sur les marges, les sociétés ont décidé de réduire leurs charges en adoptant des mesures d'économie et en élaborant d'autres programmes ad hoc. Selon la structure des coûts, la diminution du prix des matières premières et des transports ainsi que les intérêts plus faibles sur le capital peuvent amener une certaine détente.

Compte tenu de la détérioration de la situation bénéficiaire, l'évolution des cours de change fait l'objet d'une attention accrue. Les interlocuteurs de l'industrie d'exportation, qui suivaient avec inquiétude le raffermissement du franc, ont donc salué le fait que la Banque nationale annonce vouloir empêcher une nouvelle revalorisation du franc face à l'euro.